Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 21 (1971)

Heft: 4

Buchbesprechung: Comission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales. Mouvements nationaux d'indépendance et classes populaires au XIXe et XXe siècles en Occident et en Orient

Autor: Lasserre, André

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

äusserliche Aneignung oder durch eine Erneuerung von innen heraus zu verändern im Begriffe ist, für jedes Land verschieden zu beantworten sein.

Dass sich der hier ins Auge gefasste Raum schwerlich als historische Einheit verstehen lässt, zeigt auch der Sprachgebrauch, der für ihn über keine Bezeichnung verfügt; denn Ost- und Südostasien begreift so wenig wie der Originaltitel «L'Asie orientale» auch Indien mit ein: es müsste allenfalls Ost- und Südasien heissen. Wie dieses Beispiel zeigt, bemüht sich die deutsche Übertragung, ohne der französischen Vorlage wörtlich zu folgen, doch deren Sinn, manchmal in geraffter Umschreibung, getreu wiederzugeben. Dagegen verfehlt sie die diaktische Absicht der Originalausgabe, wenn sie im Gegensatz zu dieser Bibliographie und Zeittafel erst nach den darstellenden Teilen bringt. Den bequemen Gebrauch des Buches erschweren die leidige Zusammenfassung der Anmerkungen am Ende und der befremdliche Einfall, die rechten Seiten oben am Bundsteg zu paginieren. Eigenheiten einer modernistischen Typographie beeinträchtigen ferner die Übersichtlichkeit des Satzbildes, indem die Autorennamen in Versalien statt kursiv, die Zwischentitel normal oder kursiv statt in Auszeichnungsschriften gesetzt sind, wodurch besonders der bibliographische Teil zu wenig gegliedert erscheint. Dieser ist unverändert aus dem Original übernommen, obschon einige seiner Angaben der Korrektur und Ergänzung bedurft hätten; so muss es S. 324 We*n*ckstern statt Weckstern heissen, und von der S. 294 zitierten Geschichte der Sikh ist bereits 1966 Bd. II für 1839–1964 erschienen; unbedingt nachzutragen wäre auch «The History and Culture of the Indian People», deren letzte drei Bände eine umfassende Darstellung des Zeitraumes 1818–1947 aus nationalindischer Sicht enthalten. Deutschsprachiges Schrifttum, das Chesneaux gar nicht berücksichtigt hat, vereinigt ein zusätzlicher Abschnitt, wobei die Auswahl freilich einen leitenden Gesichtspunkt vermissen lässt. Es ist jedenfalls nicht einzusehen, warum S. 393 aus der Sammlung «Meister der Politik» nur Frankes Essay über Yuan Schi-kai, nicht auch sein weiterer über Li Hung-tschang und derjenige von Riess über Fürst Ito Aufnahme gefunden hat, warum S. 399 aus der «Fischer-Weltgeschichte» neben dem Band über Indien, der schon 1800 endet, die bis 1911 respektive 1965 reichenden Gegenstücke über China und Japan fehlen, und warum S. 401 zwar die Gandhi-Biographie von Wolff, aber nicht jene über Nehru von Lehmann aus derselben Reihe genannt ist.

Basel *Fredy Gröbli-Schaub*

Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales. Mouvements nationaux d'indépendance et classes populaires au XIXe et XXe siècles en Occident et en Orient. Paris, Armand Colin, 1968. In-8°, 715 pages.

Deux colloques d'historiens se sont penchés sur le problème de la place des classes populaires dans les mouvements nationalistes, à Tunis et à

Vienne, sous les auspices de l'UNESCO. C'est le texte des rapports et des conclusions qui est consigné ici. L'expérience tentée consistait à tirer d'études consacrées à un certain nombre de pays une sorte de loi générale sur la naissance des nations modernes et sur le rôle que les masses y ont joué. Cela n'était possible que dans la mesure où chaque contribution suivait un schéma ou cherchait à répondre à un questionnaire; il ne semble pas que cela ait été fait de manière systématique.

On peut aborder cet ouvrage sous deux aspects: le national et l'universel. Selon le premier, on s'attachera à chacune des trente-six monographies dont quatorze concernent des pays d'Europe, sept des pays arabes (trois pour la seule Tunisie), six des pays d'Afrique noire et malgache, cinq des pays asiatiques et quatre des pays d'Amérique, sans compter les articles de synthèse pour chaque continent. Le lecteur est souvent déçu, surtout pour les pays européens dont il connaît évidemment passablement de choses déjà; comment couvrir plus d'un siècle d'histoire sans sortir des généralités, alors que plus d'un auteur reconnaît lui-même que c'est une gageure de présenter si brièvement un sujet aussi complexe. C'est peut-être pour cela qu'on a regrettablement laissé de côté le rôle de la paysannerie. Les articles qui sortent du lot se limitent à des sujets beaucoup plus restreints; ainsi le cas de la Cisleithanie de 1867 à 1918 où Jacques Droz constate l'éveil simultané du nationalisme et de la conscience de classe, ce qui perturbe la deuxième Internationale et surtout le parti socialiste autrichien; les chefs de ce dernier s'efforcent de dépasser un marxisme trop simplificateur et de résoudre le conflit à l'intérieur du cadre national.

W. Conze et D. Groh consacrent au mouvement ouvrier et au mouvement national en Allemagne de 1830 à 1871 un article riche et profond dans un cadre temporel assez bref pour que les étapes et les nuances de l'évolution des socialistes puissent être bien marquées. On voit ainsi se définir la rupture entre les deux mouvements lorsque s'affirme l'Allemagne bismarckienne, dynastique, prussienne et antidémocratique. Dès lors les sociodémocrates passent pour les ennemis de la nation. M. Molnar rétablit de son côté, à propos de l'Europe centrale, l'importance de la paysannerie grâce à laquelle le mot de nation aura un sens, ce qui exige une révolution culturelle et la chute des barrières féodales. Il vaut mieux en tout cas passer sous silence les médiocres pages consacrées à la Roumanie, à la Tchécoslovaquie ou aux relations germano-polonaises.

Pour les pays arabes, c'est certainement le rapport de synthèse de Mohamed Cherif qui est le plus riche de contenu, quand il montre les trois étapes de l'évolution: l'avant-guerre, où la puissance européenne peut faire fi de quelques mouvements d'oppostion dans les masses ou dans certains groupes et s'appuyer avec succès sur les cadres solides d'une société stable. Entre les deux guerres, les Européens, dont la présence a ébranlé profondément la société traditionnelle, commettent diverses maladresses, et l'on voit les masses urbaines s'éveiller, s'organiser, suivies de loin par les

ruraux. Enfin, après 1945, toute la société est touchée; le brassage des populations et les moyens modernes de communication aidant, les cadres issus du peuple surgissent, des liens s'établissent entre les pays, les syndicats se lancent dans la lutte politique, etc. Les articles sur la Tunisie sont peut-être les meilleurs de la série.

Pour l'Afrique noire, le rapport d'introduction dû à René Bureau fournit aussi une brève et excellente synthèse où il s'attache par exemple aux quatre canaux par lesquels les masses ont participé au mouvement national: les rébellions ethniques, les associations culturelles ou autres prêtes à se muer en partis, les mouvements religieux, les organisations modernes (syndicats, partis). La plupart des articles sont excellents, en particulier sur le Congo (R. Verhaegen) où les facteurs de la révolution sont clairement analysés (expansion démographique, concentration urbaine, scolarisation, etc.), alors même que les désordres de 1964, anarchiques, n'ont aucun appui de la part des masses et n'aboutissent à rien. Quant à Jacques Maquet, il donne une belle analyse des relations entre Hutus et Tutsi.

En Asie, Jean Chesneaux constate le caractère déterminant de l'intervention des masses dans le processus d'indépendance, à la condition que l'intelligentsia moderne ou les élites traditionnelles fournissent des cadres et que de complexes conflits de classes ne troublent pas les mouvements d'émancipation. Les pages qu'il consacre en outre à la Chine sont particulièrement intéressantes par la comparaison des mouvements ouvriers et ruraux. Signalons aussi le chapitre de V. G. Trouhkhanovsky sur les Républiques soviétiques d'Asie centrale où nous avons le bonheur d'apprendre que les heureux allogènes ont passé d'un coup de baguette du tribalisme ou du féodalisme au socialisme sans interlude capitaliste. Sans doute n'ont-ils jamais eu de problèmes dans leurs relations avec les Russes.

Le rapport de synthèse que Pierre Vilar consacre à l'Amérique latine discerne trois phases dans l'émancipation nationale, où la complexité de sociétés avec leurs différences raciales entre créoles, métis, indiens et noirs introduisent des facteurs très délicats à apprécier. La libération d'Haïti (étudiée par M. A. Lubin) en donne une bonne image, de même que le cas du Vénézuela au début du XIXe siècle (G. Carrera-Damas) où s'enchevêtrent les luttes pour la liberté et pour l'égalité, les combats menés par les uns pouvant indirectement profiter aux autres.

Le second aspect de l'ouvrage est la synthèse de toutes les études nationales, amorcée déjà par les conclusions au niveau des continents. Les constatations générales sont brièvement ramassées par une équipe de six historiens français (E. Labrousse, Jacques Droz, François Bedarida, etc.). Elles s'arrêtent d'abord aux difficultés de définition: qu'est-ce qu'une masse, par exemple, ou une classe (cela implique évidemment la délicate question de l'origine des cadres)? Avec la prudence qui s'impose, les auteurs passent ensuite en revue quelques acquis: l'existence d'une conscience natio-

nale diffuse au départ, l'opposition à l'étranger (principalement dans les pays colonisés où elle facilite la prise de conscience nationale des masses), l'emploi de certains instruments de prise de conscience tels que la religion, l'ethnie, en Europe, le socialisme; l'un des problèmes les plus compliqués est le lien entre la lutte sociale et la révolution nationale. A chaque instant les collaborateurs de cet ouvrage y ont achoppé. Ici on conclut que les deux peuvent cumuler leurs forces si l'ennemi social est un étranger; sinon la priorité est donnée selon les cas à l'un ou l'autre des combats. En Europe le socialisme a privilégié la revendication sociale, tandis que la troisième Internationale a encouragé dans les autres continents à la lutte nationale de concours avec les bourgeoisies. Formes d'action, contagions et périodisation retiennent enfin l'attention des auteurs.

L'intérêt de ce copieux ouvrage est évidemment de fournir des informations et des bibliographies sur les mouvements nationalistes de plusieurs pays. Mais on n'y trouve en fait que quelques exemples. Il y en aurait tant d'autres et combien plus nombreux à étudier. C'est précisément à ceux qui voudraient s'attacher à d'autres cas particuliers que cette recherche peut servir: la conclusion montre combien il faut s'entourer de précaution pour établir la typologie d'un processus qui couvre cent cinquante ans et tant de populations qui s'éveillent au nationalisme dans des circonstances et à des moments si différents. Mais elle définit la problématique du sujet et dessine un plan d'analyse dont les études nationales montrent qu'on peut l'exploiter avec plus ou moins de souplesse et de finesse.

Lausanne *André Lasserre*

JÜRGEN NOLTE, *Burchard Wilhelm Pfeiffer. Gedanken zur Reform des Zivilrechts. Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Zivilgesetzgebung.* Göttingen, Zürich, Frankfurt, Musterschmidt, 1969. 202 S. (Göttinger Studien zur Rechtsgeschichte, Bd. 1.)

Diese Göttinger Dissertation enthält mehr als ihr Titel verspricht. Burchard Wilhem Pfeiffer (1777 bis 1852) gehört nicht zu den grossen Juristen der deutschen Rechtsgeschichte. Und doch hat man nach der Lektüre der knappen, unprätentiösen, aber von solidem rechtshistorischem und juristischem Wissen geprägten Arbeit Noltes keinen Zweifel, dass Pfeiffer und seine «Ideen zu einer neuen Civil-Gesetzgebung für Teutsche Staaten» (Göttingen 1815) eine eingehende Untersuchung, wie sie uns nun in dieser Arbeit vorliegt, verdienen.

Pfeiffer war ein Praktiker: Beamter, Richter und Politiker. Er verzichtete bewusst auf eine akademische Laufbahn, weil er die Aufgabe des Juristen als eine Verbindung wissenschaftlicher (oder wie man damals etwas optimistischer sagte: philosophischer) Grundlegung mit praktischer Tätigkeit verstand. Für uns anerkannte Wahrheit, musste diese Auffassung damals den